

La démocratie et la souveraineté populaire contre l'échec de l'intégration néolibérale européenne et de l'euro

dimanche 10 juillet 2016, par [Réseau Lexit](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juillet 2016).

Ce document a été élaboré en commun par les membres du réseau Lexit. Il a été rédigé et validé collectivement avant le référendum sur le Brexit et n'avait aucune intention d'influencer le vote populaire de quelque manière.

Sommaire

- [L'euro, une monnaie à crises](#)
- [L'euro, un outil au service du](#)
- [L'euro, une mauvaise idée](#)
- [Lexit, la solution pour \(...\)](#)

Avec le marché unique et le Traité de Maastricht, l'intégration européenne s'est constituée comme un projet néolibéral de long terme. Le « [pacte de stabilité et de croissance] », les libertés du marché unique et l'Union monétaire ont établi un cadre qui a nourri les politiques d'austérité, le démantèlement des droits sociaux et de la protection sociale, et imposé la privatisation à tous les Etats-membres.

Contrairement à l'idée d'une Union européenne comme espace neutre, les événements qui ont suivi la Grande Récession de 2007-2009 ont montré que le projet d'intégration européenne était défini par la nature régressive de ses traités, et par une radicalisation sans précédent de son caractère néolibéral. Des relations hiérarchiques inégales entre le centre et la périphérie ont été longtemps un trait caractéristique de l'intégration européenne, mais qui, après la Grande Récession, aura culminé dans la domination de l'Allemagne sur les orientations des politiques économiques. Les développements réglementaires qui ont accompagné l'installation de l'eurozone et les mesures prises en réponse à la crise de l'euro, sous la forme de l'imposition de règles toujours plus strictes et de structures de gouvernance toujours plus illégitimes, ont approfondi l'autoritarisme néolibéral de l'intégration européenne. Il faut donc se rendre à l'idée que ce projet d'intégration est devenu une menace pour la la démocratie et la souveraineté populaire.

L'euro, une monnaie à crises

La crise de l'euro est le produit d'une architecture de l'union monétaire mal pensée dès l'origine, préoccupée seulement d'austérité et de désinflation. Au lieu de conduire à un processus de convergence économique et sociale des Etats-membres, le développement économique réel (en

termes de salaires et de productivité) a engendré toujours plus de divergence. L'union monétaire a finalement donné lieu à d'énormes déséquilibres macroéconomiques (creusant notamment les déficits des balances courantes, pas seulement dans la dite « périphérie », mais également en France et en Italie, avec pour contrepartie d'énormes excédents en Allemagne et quelques autres pays). Il s'en est suivi dans un premier temps des flux de capitaux depuis le centre vers la périphérie de la zone, flux à bas taux qui ont nourri des bulles spéculatives financières et immobilières, et qui ont également gonflé l'endettement tant public que privé.

L'un des facteurs importants de ces déséquilibres réside dans l'effort de l'Allemagne de réduire son coût du travail par la restructuration des chaînes de valeurs de ses secteurs exportateurs via le travail bon marché des pays d'Europe de l'Est et une stratégie de dumping salarial, fiscal et social.

Il en a résulté, pour les économies moins bien placées, une très forte pression à « la compétitivité » sur « leurs » secteurs industriels et tertiaires. Le cadre même de l'union monétaire interdisant de recourir à l'ajustement de change, ces économies n'ont plus eu d'autre recours que la « dévaluation interne ». Soit concrètement : le démantèlement de l'Etat social, la privatisation à grande échelle des services publics, le dumping salarial, social et fiscal, les attaques contre la négociation collective, les tentatives de briser les syndicats, le procès et la destruction de la fonction publique.

L'euro, un outil au service du capital financier

Il est important de souligner que rien de cela n'est arrivé par la faute d'un imprévisible défaut de construction de l'eurozone. L'euro fonctionne parfaitement au regard en tout cas des intentions de ses architectes néolibéraux. Il ne travaille pas à quelque forme d'équilibre, de croissance et de plein-emploi. Il œuvre à la destruction des droits sociaux, des systèmes de sécurité sociale, des secteurs publics, de la taxation des profits, et impose le sauvetage public des banques privées.

Et voilà comment l'euro fonctionne en termes politiques : il entraîne les Etats dans la spirale à la baisse des guerres de compétitivité, où la position de chacun ne peut être « améliorée » que par la mise en place de politiques conduites au détriment de la majorité des populations et au seul bénéfice du capital international. Dans cette spirale à la baisse, salaires, pensions, prestations sociales, emploi et investissement publics sont tous envoyés par le fond.

Comme l'ont clairement montré les événements de Grèce en 2015, la structure de gouvernance de l'eurozone est hermétiquement fermée aux politiques qui expriment démocratiquement le mandat de la majorité de la population si ces politiques contreviennent à l'agenda néolibéral. Lorsque le gouvernement Syriza a tenté de mettre en œuvre son programme, plus encore après le « non » au référendum, il a été défait par la Banque centrale européenne qui l'a forcé au mémorandum.

L'euro, une mauvaise idée qu'on ne sauvera pas

Comme il l'a été montré par d'innombrables auteurs, la zone euro ne satisfait aucun des réquisits d'une aire monétaire fonctionnelle, et il est impossible d'imaginer qu'elle les satisfasse dans quelque avenir. Une telle aire monétaire, avec des structures économiques et des niveaux de productivité très disparates, comme c'est le cas de l'eurozone, nécessiterait pour réduire ses déséquilibres internes des transferts financiers intrazonas massifs, que des travaux sérieux estiment à près de 10% du PIB européen, un niveau qui est non seulement inenvisageable politiquement, mais également indésirable en soi : comme tous les précédents de l'eurozone l'ont établi, les pays

donateurs useraient de cette position pour prendre la main sur les politiques intérieures des pays receveurs, à l'encontre de toute démocratie. Ces dernières années ont suffisamment montré comment de telles situations ruinent la souveraineté populaire, montent les peuples européens les uns contre les autres, et ouvrent des boulevards aux extrêmes-droites xénophobes.

A la fin des fins, la possibilité d'un Etat fédéral européen démocratique qui ne reconduise pas les relations de domination entre les actuels Etats-membres, appellerait une authentique société civile européenne qui n'existe pas pour l'heure et qu'on ne fera pas advenir par décret.

Lexit, la solution pour combattre le néolibéralisme et restaurer la démocratie

Sur ce fond alarmant de destruction des droits démocratiques, de démantèlement des Etats providences et de privatisation des communs, les forces d'émancipation en Europe doivent proposer des alternatives opérationnelles crédibles, reposant sur le principe fondamental de la souveraineté populaire, contre l'actuel projet d'intégration néolibérale-autoritaire. C'est pourquoi le Lexit (Left Exit) est notre outil pour reconquérir la démocratie.

L'essor alarmant des extrêmes-droites dans la plupart des pays d'Europe se nourrit entre autres de leur position contre l'Union européenne et son système de gouvernance. Leurs propositions politiques sont des impasses : les forces de la droite anti-euro réclament par exemple davantage de contrôle sur les flux migratoires sans rien remettre en cause de la mobilité des flux de capitaux vers les pays qui pratiquent le dumping salarial compétitif. A les en croire, il suffirait de s'en tenir à l'arrêt de la libre circulation des personnes et à l'abandon de l'euro, qui rendrait les changes aux forces de marché - synthèse de cauchemar qu'on pourrait nommer le « néolibéralisme xénophobe ».

Si nous voulons éviter ce scénario, nous devons aller au Lexit : une alternative internationaliste reposant sur les principes de souveraineté populaire, de fraternité, de droits sociaux, de défense des travailleurs et des communs.

La non-viabilité de l'eurozone est désormais un fait établi. Tôt ou tard se présentera la grande alternative de la sortie : par la droite ou par la gauche, chacune évidemment avec des effets très différents pour les différentes classes sociales. Le Lexit est l'option des stratégies d'émancipation et de dépassement de l'intégration néolibérale.

La discussion a déjà commencé et des propositions sont déjà sur la table : nous invitons tous ceux qui partagent ce désir du Lexit à rejoindre nos débats et nos actions.

Premières signataires

Tariq Ali, author and filmmaker, UK

Jorge Amar, Asociación por el pleno empleo y la estabilidad de precios, Spain

Prof. em. Yangos Andreadis, Pantheion University, Greece

Cristina Asensi, Democracia Real Ya and Money Sovereignty Commission, Spain

Prof. Einar Braathen, Oslo and Akershus University College, Norway

Prof. Lucio Baccaro, Université de Genève, Switzerland

Gina Barstad, No to the EU and Socialist Left Party, Norway

Luís Bernardo, Researcher, Portugal

Simon Brežan, MD, social, cognitive & system neuroscience/ enactivism researcher, 4th Group of United Left Slovenia

Prof. Sergio Cesaratto, University of Siena, Italy

Prof. Massimo D'Antoni, University of Siena, Italy

Alfredo D'Attorre, MP Sinistra Italiana, Italy
Fabio De Masi, MEP GUE/NGL, Germany
Klaus Dräger, former staff of the GUE/NGL group in the EP, Germany
Stefano Fassina, former Vice-Minister of Finance, MP Sinistra Italiana, Italy
Prof. Scott Ferguson, University of South Florida, United States
Prof. Heiner Flassbeck, Hamburg University and Makroskop, Germany
Kenneth Haar, Corporate Europe Observatory, Denmark
Idar Helle, De Facto, Norway
Inge Höger, MP Die Linke, Germany
Prof. Martin Höpner, Max Planck Institute for the Study of Societies, Germany
D^r. Raoul Marc Jennar, Political scientist and author, France
D^r. Lydia Krüger, Scientific Council of Attac, Germany
Kris Kunst, Economy for the people, Germany
Wilhelm Langthaler, Euroexit, Austria
Prof. Costas Lapavistas, SOAS University of London, UK
Frédéric Lordon, CNRS, France
Stuart Medina, Asociación por el pleno empleo y la estabilidad de precios, Spain
Prof. William Mitchell, Director of Centre of Full Employment and Equity, University of Newcastle, Australia
Joakim Møllersen, Attac and Radikal Portal, Norway
Pedro Montes, Socialismo 21, Spain
Prof. Andreas Nölke, Goethe University, Germany
Albert F. Reiterer, Euroexit, Austria
D^r. Paul Steinhardt, Makroskop, Germany
Steffen Stierle, Attac and Eurexit, Germany
Jose Sánchez, APEEP, Anti-TTIP Campaign, Attac, Spain
Gunnar Skuli Armannsson, Attac, Iceland
Petter Slaatrem Titland, Attac, Norway
D^r. Andy Storey, University College Dublin, Ireland
Prof. Wolfgang Streeck, Max Planck Institute for the Study of Societies, Germany
Diosdano Toledano, Plataforma por la salida del euro, Spain
Christophe Ventura, Memoire des luttes, France
Peter Wahl, Weed e.V., Scientific Council of Attac, Germany
Erik Wesselius, Corporate Europe Observatory, Netherlands
Prof. Gennaro Zezza, Università di Cassino e del Lazio Meridionale, Italy

P.-S.

* <http://lexit-network.org/appel>